

P. 6 Grand format
Un site postal
dijonnais expérimente
l'urbanisme transitoire

P. 8 D'intérêt général
Les collectivités
face aux enjeux
de l'éducation

P. 14 Traits d'union
Auxerre s'appuie
aussi sur les facteurs
pour le recensement

postéo

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ





Blandine Alglave,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Bourgogne-Franche-Comté

Dans un territoire en mouvement, la proximité n'est jamais un acquis : elle se construit, s'entretient et se réinvente chaque jour.

Ce nouveau numéro de *Postéo* Bourgogne-Franche-Comté en est une illustration. À travers des projets concrets, La Poste démontre sa capacité à accompagner les transitions locales, au plus près des besoins des habitants, des collectivités et des acteurs du territoire.

Ce numéro met d'abord en lumière une autre manière de penser un projet immobilier et de faire vivre des sites libérés de leurs

activités postales, avec l'exemple de celui d'Arquebuse, à Dijon, où s'installe le fonds régional d'art contemporain (Frac) Bourgogne.

En s'ouvrant à l'urbanisme transitoire et à la culture, ce lieu trouve une nouvelle vie, utile dès aujourd'hui, tout en préparant demain. Une démarche pragmatique, responsable, attentive aux usages et aux dynamiques locales et qui s'inscrit dans une vision d'un immobilier en mouvement, capable de s'adapter, d'innover et de créer du lien avec des acteurs du territoire.

Au fil des pages se dessine aussi une Poste du quotidien. Celle qui accompagne les communes dans l'adressage, soutient l'inclusion numérique et les services de proximité dans différents formats de présence postale, innove dans ses missions – de la relève des compteurs d'eau au recensement de population – et agit pour une économie circulaire et solidaire avec Recygo. Des actions concrètes, portées par des femmes et des hommes engagés, qui donnent tout son sens au service public de proximité.

Enfin, ce numéro témoigne de l'engagement du groupe en faveur des grandes transitions – sociales, écologiques, démographiques –, avec une conviction forte : c'est au niveau local que ces transitions prennent corps. *Postéo* vous invite à en découvrir les illustrations, les partenariats et les visages, au cœur de la Bourgogne-Franche-Comté.

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Facteurs de fierté

123
kg de jouets collectés en région par La Poste, au profit des Restos du Cœur à la fin de l'année 2025.

95
équipements informatiques remis pour réemploi à 7 associations régionales au début de l'année 2026.



ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Dons informatiques solidaires

Dans le cadre de sa politique RSE et de son engagement pour l'économie circulaire, le groupe La Poste en Bourgogne-Franche-Comté a mené au début de l'année 2026 une opération massive de dons de matériel informatique. Au total, 95 équipements (ordinateurs portables et écrans) ont été remis à 7 associations du territoire : la Croix-Rouge de la région, la Ligue de l'Enseignement de Côte-d'Or, Saint-Vit Informatique dans le Doubs, Syntaxe Erreur 2.0 et Tremplin en Saône-et-Loire, le COS PTT du Jura, Familles Rurales dans l'Yonne. En donnant une seconde vie à ses équipements, le groupe La Poste allie réduction de son impact environnemental et soutien concret aux acteurs associatifs locaux, au service de l'inclusion numérique et de la cohésion territoriale.



NOUVEAU SERVICE

Relevé des compteurs d'eau

Les facteurs dijonnais ont assuré, au début de cette année, le relevé de près de 10 600 compteurs d'eau à Marsannay-la-Côte, Ouges, Fenay, Longvic et Darois. Spécifiquement formés, ils notent les chiffres affichés sur le compteur, appelés « index », qui permettent de mesurer précisément la consommation d'eau de chaque foyer. Pour garantir la traçabilité, une photo de l'index est prise et, en cas d'absence, une carte d'autorelevé est laissée.

En s'appuyant sur son ancrage territorial, La Poste propose ses services aux délégataires gestionnaires d'eau, eux-mêmes au service des collectivités. À ce jour, 7 000 compteurs ont déjà été relevés dans la région.



POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE



postéo BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste



en Bourgogne-Franche-Comté. **Directrice de la publication :** Blandine Alglave. **Directrice de la rédaction :** Nathalie Bouley. **Rédactrices en chef :** Nathalie Bouley et Pauline Nombrot. **Rédacteurs :** Maxime Baillet, Nathalie Bouley, Pauline Nombrot, Édith Thomas, Kildine Bataille-Bennetz, Walter Boblin. **Crédits photo :** Adobe Stock, Nathalie Bouley, CHU Dijon Bourgogne, Frac Bourgogne, Francine Demeslay, Linsay Decimus, Philippe Fetiveau, Marie-Pierre Grandjean, Julie Méa, Édith Thomas, François Weckerlé. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** Adobe Stock, la Banque des Territoires, conseil départemental d'Eure-et-Loir – Studio Martino, médiathèque du groupe La Poste, Philaposte, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Altavia. Imprimé en France. **Dépôt légal :** mars 2026. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de Postéo :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.



La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par ipedit

Chiffres clés

400

à 500 kg de textiles à recycler par collecte Recygo pour le CHU Dijon Bourgogne, depuis avril 2025.

320

communes de la région ont fait confiance à La Poste pour améliorer leur adressage depuis 2018.



ADRESSAGE

Un service à la carte

La Poste accompagne les communes de toute taille dans la dénomination des voies, des lieux-dits et dans leur numérotation, de la mise en œuvre globale à la réactualisation. À Saint-Père, dans l'Yonne, une mise à jour complète de la base adresse locale a été réalisée : nettoyage des données, vérification des voies, toponymes et numéros, repositionnement des adresses et ajout des rues ou lieux-dits manquants, avec contrôles sur le terrain si nécessaire, avant transmission à la base adresse nationale. À La Cluse-et-Mijoux, dans le Doubs, un travail de référencement global (de l'audit-conseil au projet d'adressage cartographié) a conduit à la commande de plaques et panneaux de rues et de numéros de maison, étape essentielle pour fiabiliser les adresses et améliorer les services rendus aux habitants.

4



LOGISTIQUE

Du sur-mesure pour Bureau Vallée

Grâce à son offre sur mesure, La Poste, via Log'issimo, mutualise ses flux et s'appuie sur ses plateformes logistiques de Dijon et Perrigny pour assurer la distribution du dernier kilomètre des clients (entreprises et collectivités) de Bureau Vallée. Ce fournisseur de fournitures de bureau et papeterie compte 5 agences en Bourgogne-Franche-Comté : à Champagnole, à Dole, à Lons-le-Saunier et 2 à Dijon. Cette logistique optimise les tournées, améliore l'efficacité des livraisons et contribue à réduire l'impact environnemental. Depuis le démarrage de cette nouvelle collaboration régionale, le 1^{er} janvier 2026, 80 colis et 5 palettes ont été livrés. Cela répond à une demande locale : disposer d'un partenaire logistique fiable, implanté dans la région et attentif aux spécificités des territoires.

Chiffres clés

372 904

euros d'arrondis en caisse collectés en 2025 dans la région par MicroDON, filiale de La Banque Postale.

45

millions d'euros pour un prêt vert de La Banque Postale afin d'écoperhabiller la Fontaine d'Ouche, à Dijon.



SANTÉ

S'engager pour le bien vieillir

L'Union des gérontopôles de France (UGF) réunit 12 structures engagées, dont La Poste, issues de la société civile et partageant la même ambition : accompagner l'adaptation de notre société au vieillissement. Présidée par Françoise Tenenbaum, également à la tête du gérontopôle de Bourgogne-Franche-Comté, l'UGF structure son action autour de plusieurs piliers : animer la filière de la silver économie, soutenir les politiques publiques, transformer l'image de l'âge, accélérer la recherche et l'innovation et renforcer la professionnalisation des acteurs. Cette dynamique a trouvé dans la région un terrain d'expérimentation particulièrement fertile, avec un premier partenariat entre La Poste et le gérontopôle de Bourgogne-Franche-Comté. Ce partenariat a démontré tout son potentiel et a conduit à la signature d'une collaboration nationale.



ÉCOLOGIE

La Poste, actrice de la biodiversité

Désormais engagée aux côtés de Dijon métropole dans le contrat métropolitain pour le climat et la biodiversité, La Poste confirme son rôle d'actrice territoriale pleinement mobilisée pour la transition écologique. Depuis plus d'un an, les sites dijonnais recensent et communiquent à la métropole les initiatives et actions concrètes : création de prairies fleuries, installation de ruches et d'hôtels à insectes, verdissement progressif des flottes de véhicules, actions de sobriété énergétique ou renforcement du tri et du recyclage. Cette dynamique s'inscrit dans la continuité des projets portés par le groupe sur le territoire, à l'image du prêt vert de La Banque Postale, qui a contribué à la rénovation à énergie positive du quartier de la Fontaine-d'Ouche, un modèle européen d'autoconsommation collective.

5

Arquebuse : un site postal réinventé grâce à l'urbanisme transitoire

À Dijon, La Poste Immobilier, filiale foncière du groupe La Poste, permet à Arquebuse, un ancien site postal, de se transformer en un lieu culturel vivant, dans l'attente d'un futur projet immobilier. Cette démarche d'urbanisme transitoire permet d'activer une partie des 7 600 m² aujourd'hui vacants en les mettant, pour une durée de deux ans, au service d'acteurs locaux. Le Frac⁽¹⁾ Bourgogne y installe ainsi ses bureaux et salles d'exposition, après la fermeture de son espace d'exposition – Les Bains du Nord –, situé rue Quentin, autour des halles. Séduite par le potentiel du bâtiment, l'institution culturelle y déploie un projet ouvert au public et aux artistes et pourra accueillir d'autres associations via un dispositif de sous-location. En facilitant cette implantation, La Poste contribue à la dynamique culturelle du territoire, tout en préparant la transformation future du bâtiment.

(1) Fonds régional d'art contemporain.

Arquebuse : une architecture des années 1970 séduisante pour l'art.



« L'urbanisme transitoire est une solution gagnant-gagnant : il permet d'occuper un bâtiment vacant, d'éviter sa dégradation et d'inscrire le site d'Arquebuse dans une dynamique territoriale en accueillant un acteur culturel majeur. En facilitant l'arrivée du Frac Bourgogne avec une remise en état du site pour le rendre à nouveau fonctionnel, dans des conditions d'occupation financièrement équilibrées, nous soutenons un projet utile au territoire tout en préservant la capacité du site à évoluer vers sa future destination. Ce temps de transition nourrit notre réflexion immobilière et incarne une vision durable et inclusive de l'immobilier, conforme à nos engagements RSE. »

Sébastien Roux,
directeur régional Centre-Est La Poste Immobilier

« Après les dégâts des eaux qui ont rendu nos anciens locaux inutilisables, nous avons cherché, avec l'appui de nos administrateurs, un lieu capable de réunir administration, documentation et espaces d'exposition. C'est Françoise Tenenbaum, vice-présidente de la Région et de Dijon métropole, qui nous a mis en relation avec La Poste Immobilier, partenaire disponible et attentif à nos besoins. Le site d'Arquebuse, lieu stratégique entre la gare et la Cité internationale de la gastronomie et du vin, offre une architecture et des volumes idéals pour montrer l'art contemporain. Nous savons que le site évoluera et souhaitons prendre part à cette transformation, afin d'y construire un avenir pérenne. Nous travaillons également à y accueillir d'autres partenaires culturels, comme Ici l'onde, les Ateliers Vortex ou l'Ensad⁽¹⁾. »

(1) École nationale supérieure des arts décoratifs.

Astrid Handa-Gagnard,
directrice du Frac Bourgogne



7 600 m²
Superficie de ce bâtiment vacant, désormais au service d'acteurs culturels locaux.



« La Poste Immobilier a demandé à la délégation régionale du groupe en Bourgogne-Franche-Comté de mobiliser son réseau, élus et associations locales, pour trouver une nouvelle vie temporaire au site d'Arquebuse. Lors de la visite du site, le Frac Bourgogne a été séduit par ce bâtiment des années 1970 idéalement situé, entre la gare et la Cité internationale de la gastronomie et du vin, via la passerelle du jardin de l'Arquebuse. Le parallèle avec le projet "Tri Postal de Lille" a également inspiré le Frac Bourgogne pour son approche innovante et économique en termes de réhabilitation. Avec ses vastes espaces, le bâtiment offre la possibilité d'accueillir d'autres structures culturelles, renforçant ainsi son attractivité et sa dynamique. »

Blandine Alglave,
déléguée régionale du groupe La Poste en Bourgogne-Franche-Comté



Les collectivités face aux enjeux de l'éducation

Numérique éducatif, construction de groupes scolaires ou rénovation énergétique... Pour les collectivités, confrontées aux transitions numérique, démographique et écologique, les défis liés à l'éducation sont nombreux. Pour les relever, elles doivent pouvoir s'appuyer sur des partenaires de confiance, à la fois solides et proches des territoires, capables d'accompagner des projets au quotidien comme dans la durée, de l'équipement au financement des établissements.

Dans de nombreuses communes, le quotidien des familles se disperse dans un millefeuille d'outils. Une application pour l'école, une autre pour réserver la cantine, sans compter les groupes WhatsApp entre parents. Résultat : des informations éparpillées, des parents perdus, des services municipaux qui doivent gérer des doublons. Dans la transformation des politiques éducatives locales, le premier défi consiste donc à recréer du lien école-famille-collectivité. C'est pour répondre à cet enjeu que Docaposte a déployé Pronote Primaire, un espace numérique de travail (ENT) dédié au 1^{er} degré. Cette solution favorise la mise en commun des informations autour d'un espace unique, dans une logique de continuité éducative. Elle permet aux collectivités de proposer aux écoles des outils de vie scolaire et de pédagogie favorisant une communication plus fluide avec les familles en intégrant le périscolaire, mais aussi d'accéder à la data pour mieux piloter les usages.

C'est le cas, par exemple, à Blois, où 19 écoles primaires sont déjà équipées de Pronote Primaire depuis la rentrée 2024, avec, à la clé, une offre éducative plus fluide.

Des outils éducatifs accessibles, des données numériques protégées
Deuxième défi induit par la transformation de l'école : garantir l'égalité des chances dans les territoires pour ne laisser aucune famille sur le bord de la route. Car si les outils digitaux facilitent la vie des familles, ils peuvent aussi exclure celles pour lesquelles l'accès est plus difficile. De la lecture audio à la traduction, en passant par des options adaptées aux troubles DYS, les collectivités attendent des solutions simples et accessibles à tous. Dans certains territoires, cela passe aussi par l'équipement : La Poste a, par exemple, livré près de 60 000 ordinateurs portables aux lycéens de la région Grand Est grâce

à son offre logistique Log'issimo (voir le témoignage ci-contre). Une initiative qui vise à garantir l'inclusion numérique en offrant à chaque élève les mêmes chances de réussite. Et parce que les données scolaires sont sensibles, Pronote, qui compte 18 millions d'utilisateurs en France, de la maternelle au lycée, s'inscrit dans une trajectoire de sécurité renforcée, avec un comité éthique dédié à l'éducation et à la jeunesse pour penser et encadrer ses nouvelles fonctionnalités.

Améliorer le cadre de vie scolaire
Moderniser l'école, c'est aussi rénover des bâtiments vieillissants et les adapter au changement climatique (ventilation, ombrage, etc.), tout en construisant de nouveaux établissements pour suivre les évolutions démographiques. Sur ce terrain, La Banque Postale intervient comme partenaire financier via des prêts verts et sociaux, comme à Béziers, pour la construction du groupe scolaire Samuel-Paty dans le cadre de la restructuration du quartier de la Devèze. Entre outils numériques, équipements et modernisation des infrastructures, une même logique se dessine : l'école de demain se construit sur plusieurs fronts, et les collectivités ont plus que jamais besoin de partenaires capables de conjuguer accompagnement et confiance.

En Eure-et-Loir, 39 collèges rénovés



En région Centre-Val de Loire, le Département d'Eure-et-Loir a engagé un vaste programme d'investissement pour moderniser 39 collèges publics. Objectifs : améliorer le confort des élèves, adapter les bâtiments aux usages d'aujourd'hui et accélérer la rénovation énergétique. Au total, 150 millions d'euros sont déployés sur la période 2022-2028. Pour accompagner ce chantier, La Banque Postale a accordé 2 prêts citoyens : un prêt vert de 7 millions d'euros dédié aux travaux d'économies d'énergie et un prêt social de 8 millions d'euros pour les aménagements liés à la vie scolaire. Une illustration concrète de la façon dont les collectivités peuvent financer, dans la durée, l'école de demain, sans opposer transition écologique et enjeux sociaux.

Témoignage

« Les manuels étant désormais numériques, il est fondamental que chaque élève de seconde dispose de son ordinateur portable dès la rentrée, sans décalage possible. La Poste, via son réseau Log'issimo, a su tenir la cadence, pourtant intense, que représente la distribution de 60 000 ordinateurs portables sur près de 350 sites en moins de trois semaines. »

Franck Leroy,
président de la Région Grand Est

Donner le goût de l'écriture grâce aux timbres

Face à l'omniprésence des écrans, La Poste lance le programme « Les timbrés de... », des séquences pédagogiques clés en main conçues pour aider les enseignants du primaire à développer la maîtrise de l'écrit. Le principe : s'appuyer sur la culture et le patrimoine des timbres pour stimuler l'imagination et donner le goût d'écrire. Pensés pour être utilisés en classe, ces kits comprennent des supports prêts à l'emploi, des exercices multicompetence (lecture, écriture, vocabulaire, orthographe...) ainsi que des cartes postales et affiches. Testé en 2024 dans 60 classes, le dispositif a su convaincre, puisque 86% des enseignants lui ont attribué une note supérieure à 7/10. Un programme réalisé avec Plume, solution numérique éducative soutenue par le ministère de l'Éducation nationale, et imprimé par Philaposte, premier imprimeur d'Europe.



EN SAVOIR PLUS SUR « LES TIMBRÉS DE... » EN SCANNANT CE QR CODE

L'EXPERTISE DU GROUPE LA POSTE AU SERVICE DES POLITIQUES ÉDUCATIVES

Numérique, inclusion, modernisation : les défis éducatifs se complexifient. Grâce à son ancrage local et à ses solutions digitales sécurisées, le groupe La Poste multiplie les initiatives pour aider les collectivités à accompagner élèves, familles et établissements.

NUMÉRIQUE ÉDUCATIF



1er
Docaposte, filiale du groupe La Poste, premier hébergeur de données scolaires en France.



18 millions
d'utilisateurs de Pronote, l'application proposée de la maternelle au lycée par la filiale Index Éducation de Docaposte.



30 18
Pronote intègre un accès direct au numéro national pour lutter contre le harcèlement scolaire.



20 millions
de connexions par jour sur Pronote.



200 000
ordinateurs livrés aux lycéens, par La Poste via Log'issimo, en France en septembre 2025.



5 millions
de repas livrés aux cantines scolaires en 2025, par La Poste via Log'issimo.

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES



450 millions d'euros
de prêts sociaux octroyés par La Banque Postale aux collectivités pour le financement d'infrastructures scolaires.

Traits d'union

#accompagner

En Saône-et-Loire, La Poste et le Pimms Médiation Bourgogne du Sud sont toujours en phase pour mieux accompagner les habitants en situation de précarité numérique.

P. 12

#dynamiser

Chaque année, des communes sont amenées à recenser leur population. La Poste peut les accompagner en s'appuyant sur ses facteurs spécialement formés. Zoom sur le retour d'expérience à Auxerre.

P. 14

#décarboner

Au CHU Dijon Bourgogne, la blanchisserie fait confiance à Recygo pour collecter et recycler ses textiles professionnels, alliant conformité à la loi Agec et impact environnemental positif.

P. 15



#accompagner

La Poste et les Pimms, un duo au service des territoires

En Saône-et-Loire, La Poste et le Pimms⁽¹⁾ Médiation Bourgogne du Sud unissent leurs forces pour garantir un accueil renforcé au service des habitants, dans les communes rurales comme dans les cœurs de ville.

En ruralité, les médiatrices du Pimms gèrent de manière autonome cinq La Poste agences communales ou intercommunales (Melay, Issy-l'Évêque, Saint-Bonnet-de-Joux, Coublanc, Châteauneuf), dont trois labellisées France services, pour accompagner toutes les démarches des clients. Ainsi, les Pimms maintiennent l'accès aux services de La Poste et des opérateurs publics, avec une valeur ajoutée sur le lien social.

Six bureaux de poste situés à Mâcon, Chalon-sur-Saône, Montceau-les-Mines et au Creusot bénéficient, quant à eux, du renfort de l'équipe Pimms deux semaines par mois : accueil, accompagnement sur les automates, prise en main des outils numériques... Leur rôle, très opérationnel, répond aux réalités du terrain urbain : l'équipe Pimms soutient un public souvent confronté aux difficultés linguistiques, à l'illettrisme. Ce partenariat, reconduit en 2026, se révèle également vertueux pour l'emploi local : certains médiateurs ont pu être recrutés par La Poste. Une solution concrète pour maintenir des services essentiels, renforcer l'attractivité communale et répondre aux besoins quotidiens des habitants.

(1) Point d'information médiation multiservice.



« Les médiatrices du Pimms apportent un soutien essentiel à l'accueil dans six bureaux de poste urbains en Saône-et-Loire. Leur capacité à orienter les usagers, à accompagner sur le numérique et à s'adapter aux publics fait vraiment la différence. Ce partenariat complète leur action dans nos points ruraux et répond aux attentes des habitants comme à celles des élus. »

Philippe Feteveau, délégué territorial du groupe La Poste pour le Jura et la Saône-et-Loire



« Notre collaboration avec La Poste repose sur des valeurs communes et une réelle complémentarité. Nos équipes sont très bien accueillies et intégrées par celles de La Poste. Nos médiatrices accompagnent les publics fragiles, notamment dans leurs usages numériques, et leur présence en bureau de poste crée un service fluide et humain. Ce partenariat structurel renforce clairement l'accompagnement des habitants. »

Francine Demeslay, directrice générale du Pimms Médiation Bourgogne du Sud

43 400 personnes accompagnées en bureaux de poste par les médiatrices du Pimms en Bourgogne du Sud, en 2025.



2 COSNE-COURS-SUR-LOIRE (58)

La Poste relais au cœur de la vie locale

Cosne-Cours-sur-Loire, dans la Nièvre, accueille depuis quelques années un La Poste relais au sein du centre social et culturel Suzanne-Coulomb, un acteur de l'économie sociale et solidaire (ESS). Il met à la disposition des habitants un service postal accessible sur de larges plages horaires, au sein d'un espace où plusieurs services sont regroupés. Plus besoin de se déplacer jusqu'au centre-ville : en un seul lieu, le public accède à La Poste, à une crèche, à des activités sportives, à un centre aéré, à un théâtre, à un réflexologue ainsi qu'aux permanences de la CAF et de France Travail. Une organisation pensée pour correspondre aux modes de vie et de consommation actuels.

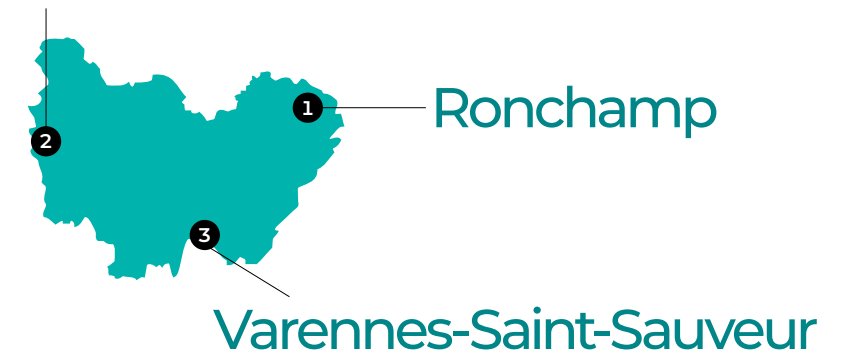
1 RONCHAMP (70)

La Poste au cœur des besoins des habitants

À Ronchamp, en Haute-Saône, une La Poste agence intercommunale démontre l'impact d'une offre complète de services de proximité : accueil postal, démarches France services, accompagnement au numérique, mais aussi présence d'un médecin, d'une assistante sociale et de la mission locale. Ouverte quotidiennement, elle facilite la vie des habitants comme celle des entreprises, sécurise l'accès aux services publics et renforce l'attractivité locale. Un modèle concret pour les communes souhaitant offrir des services essentiels au plus près de leurs administrés.



Cosne-Cours-sur-Loire



3 VARENNES-SAINT-SAUVEUR (71)

La Poste au cœur du service public local

À Varennes-Saint-Sauveur, en Saône-et-Loire, une La Poste agence communale intégrée à la mairie permet un accompagnement de proximité efficace. Accès PMR⁽¹⁾, îlot numérique en libre-service, stationnement facilité : le service est pensé pour tous. Située au cœur des services municipaux, avec deux orthophonistes à l'étage, l'agence répond aux besoins quotidiens des habitants comme à ceux des professionnels, notamment pour l'envoi de documents sensibles. Un modèle fonctionnel pour les communes souhaitant renforcer leur offre de services.

(1) Personne à mobilité réduite.



#dynamiser

Quand les communes s'appuient sur La Poste pour le recensement

En 2026, 4 communes de la région ont confié, intégralement ou en partie, leur recensement à La Poste.

À Champvoux et Magny-Lormes, dans la Nièvre, il s'agissait du recensement de la population totale, qui a lieu tous les cinq ans; cette année, ce sont 2 factrices, spécialement formées, qui ont mené l'opération. Sens, dans l'Yonne, renouvelle chaque année son partenariat, tandis qu'Auxerre débute cette collaboration avec La Poste. Zoom sur Auxerre, où 1763 logements ont été recensés par 9 agents recenseurs, dont 2 factrices, Christelle et Nadège Pasquier. Il s'agit de la première collaboration de la ville avec La Poste, motivée par les retours positifs de Sens et l'envie de s'appuyer sur l'expertise des

facteurs pour le recensement du centre-ville, reconnu comme particulièrement complexe. Les factrices bénéficient d'une connaissance approfondie du terrain et sont familières des accès souvent difficiles. Elles ont eu à recenser 250 logements du 22 janvier au 21 février derniers. Tout se déroule sous l'égide de l'Insee, qui tire au sort 8% des adresses à recenser chaque année, la ville se chargeant de la coordination sur le terrain. Il arrive que les agents recenseurs passent plusieurs fois au même domicile, changeant de jour, d'heure pour mieux trouver les personnes à recenser ou des solutions quand elles sont absentes pendant une longue durée. L'utilité de ce travail ne fait aucun doute : ce sont ces données qui déterminent la dotation globale de fonctionnement de la commune.



« On se rend compte que 70% des formulaires du recensement sont remplis aujourd'hui en ligne, les agents sont là pour relancer les personnes qui auraient oublié ou celles qui n'ont pas ou ne veulent pas le faire par Internet. Le centre-ville d'Auxerre est un secteur complexe à couvrir. Les factrices mobilisées connaissent parfaitement le terrain et les accès parfois difficiles.

Leur sens du contact et leur capacité à s'adapter aux contraintes des habitants ont été de véritables atouts. Ce partenariat, mené sous l'égide de l'Insee, s'est inscrit naturellement dans notre organisation et a renforcé l'efficacité de la campagne de recensement. »

Jérôme Barberis, directeur délégué à la relation citoyenne et coordonnateur délégué à la ville d'Auxerre

1 600 foyers ont été recensés cette année en Bourgogne-Franche-Comté par une dizaine de facteurs.



Nadège Pasquier, habituellement factrice, effectue une tournée à Auxerre dans le cadre du recensement.

#décarboner

Recygo accompagne la blanchisserie du CHU Dijon Bourgogne vers un recyclage exemplaire

Face aux exigences de la loi Agec⁽¹⁾, la blanchisserie du CHU Dijon Bourgogne s'est engagée dans une démarche de recyclage textile avec Recygo, un service tracé et adapté aux contraintes d'un service hospitalier.

Chaque jour, la blanchisserie du CHU Dijon Bourgogne traite 13,5 tonnes de linge, dont 10 000 vêtements professionnels, 6 000 draps et autres textiles (éponges, couvertures). Une activité intensive, soumise à la réglementation ICPE⁽²⁾, qui génère un volume important de textiles en fin de vie. Longtemps envoyés aux ordures ménagères, ces derniers font désormais l'objet d'une véritable chaîne de valorisation grâce à Recygo, solution déployée depuis avril 2025.

Portée par la loi Agec, cette démarche permet au CHU d'allier conformité réglementaire et impact environnemental positif. Recygo apporte une réponse simple et opérationnelle : sacs dédiés, chariots à forte capacité, collecte par les équipes postales, puis tri et recyclage dans les meilleures filières industrielles de proximité. La blanchisserie confie aujourd'hui entre 400 kg et 500 kg de textiles par mois à Recygo. Outre la fluidité logistique, le service offre une traçabilité complète grâce au certificat annuel de valorisation. Une manière de réduire l'empreinte environnementale du CHU tout en anticipant la montée en puissance de l'activité, en particulier à l'horizon 2028, lors du déménagement sur un site plus adapté.

(1) La loi Agec impose, depuis le 1^{er} janvier 2025, le tri et le recyclage des textiles professionnels.
(2) Installation classée pour la protection de l'environnement.



« Notre blanchisserie fonctionne en continu et traite des volumes très importants. Nous recherchons un prestataire capable de gérer ces flux tout en garantissant une filière de recyclage vertueuse. Recygo s'est imposé comme la solution la plus adaptée, notamment grâce à ses contenants pratiques nécessitant moins de manipulations, sa logistique fiable et la traçabilité fournie.

Nous recyclons aujourd'hui de 400 kg à 500 kg de textiles par mois, sachant que la durée de vie d'un vêtement est de 80 à 120 lavages en fonction des articles. Nous sommes encore en phase de déstockage, l'objectif est de passer à un rythme de collecte mensuel. »

Pierre-Yves Cailleaux, technicien supérieur hospitalier, référent environnement, sécurité au CHU Dijon Bourgogne

De 400 kg à 500 kg de textiles du CHU Dijon Bourgogne recyclés mensuellement par Recygo.



La durée de vie d'un vêtement professionnel au CHU est de 80 à 120 lavages.

« Le numérique éducatif a besoin d'une chaîne de valeur complète »

Responsable de programme « Éducation » à la Caisse des Dépôts, **Julie Stein** décrypte les évolutions à l'œuvre à l'heure du numérique éducatif et explique comment une approche collective autour des outils numériques peut aider les collectivités à gagner en efficacité pour accompagner la scolarité des élèves, l'école et les familles.

MINI-CV

Depuis janvier 2025
Responsable de programme
« Éducation » à la Caisse
des Dépôts

2021-2025
Chargée de programme
« Inclusion numérique
et services publics »
à la Caisse des Dépôts

2018-2021
Chargée d'ingénierie
« Numérique éducatif »
à la Ligue de l'enseignement



RÉFLEXIONS

Quels sont aujourd'hui les grands enjeux éducatifs pour les collectivités ?

Ils varient selon la collectivité, mais plusieurs défis sont communs. D'abord, la rénovation du bâti scolaire, souvent vieillissant, qui doit être adapté aux enjeux climatiques. Ensuite, la transformation numérique de l'école, qui oblige à repenser les pratiques pédagogiques et l'organisation des politiques éducatives dans une société où le numérique est omniprésent.

Comment l'intégration du numérique s'est-elle accélérée ces dernières années ?

La crise du Covid-19 a été un accélérateur. L'école à distance a mis en évidence les inégalités d'équipement et d'accompagnement. Depuis, les collectivités investissent davantage. Mais pour que ces politiques fonctionnent, il faut penser la chaîne de valeur dans son ensemble : l'équipement, bien sûr, mais aussi la formation, les ressources pédagogiques, l'accompagnement des familles et des enseignants. Ces éléments sont interdépendants. C'est souvent ce qui fait la différence entre une politique numérique qui fonctionne et une autre qui reste limitée.

Les Territoires numériques éducatifs (TNE) illustrent-ils cette approche ?

Oui, c'est un exemple intéressant. Dans le cadre du plan France 2030, l'État a lancé les Territoires numériques éducatifs, dont la Caisse des Dépôts est opérateur. Dans 12 départements, l'État, les académies, les collectivités et les acteurs de la parentalité se sont mis autour de la table pour travailler ensemble. Ainsi, dans les Vosges, cela a recréé du lien entre enseignants,

élèves et collectivités autour d'un projet numérique commun. Des élèves sont même devenus ambassadeurs numériques de leur territoire. Cette dynamique collective est essentielle pour que les politiques éducatives répondent aux besoins du terrain.

Comment les outils numériques peuvent-ils renforcer le lien entre l'école, les familles et les collectivités ?

Les logiciels de vie scolaire sont devenus un point d'entrée important pour suivre la scolarité des élèves. Ils permettent aux familles d'accéder plus facilement aux informations de l'école et aux collectivités de valoriser leurs services périscolaires, culturels ou associatifs. Dans certains territoires, les collectivités accompagnent la montée en compétences des parents et des enseignants dans l'usage de ces outils. Les logiciels de vie scolaire sont nécessaires et utiles mais ne sont pas magiques. Ils ne remplacent pas le lien humain entre l'école et les familles.

Quel est votre regard sur l'approche éducative de Docaposte ?

Docaposte se positionne avant tout comme un acteur de confiance sur la donnée et son traitement. Dans un domaine aussi sensible que l'éducation, cette dimension est essentielle. Avec le logiciel de vie scolaire Pronote, largement utilisé par les établissements, l'enjeu est de proposer des outils sécurisés, pensés pour les politiques publiques et développés en lien avec les acteurs publics. Cette proximité avec les collectivités permet d'adapter les solutions aux besoins spécifiques de chaque territoire et de mieux les accompagner dans le développement de leurs politiques éducatives.